

• (1350)

Pour résumer, monsieur le Président, je n'ai aucune objection à l'octroi de subventions fondé sur des modalités légitimes, permettant aux députés de fournir des renseignements aux fonctionnaires au besoin. Mais, en l'occurrence, il s'agissait d'un programme spécial dont nous n'avons pas été informés comme il convient. Tout s'est fait dans le secret et ce sont les députés libéraux qui en ont bénéficié. Je crois que cela leur coûtera cher. Les retombées seront néfastes à la fois pour le programme et pour le gouvernement.

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, il me reste environ dix minutes, d'ici à 2 heures, pour commencer mon discours. Je pourrai conclure après la période des questions.

Je dois d'abord préciser que je participe au débat animé d'un sentiment de tristesse plutôt que poussé par la colère. Une vague d'indignation soulève le pays tout entier. Depuis que l'on a appris que la création d'emplois donne lieu à toutes sortes de manœuvres politiques de la part du gouvernement, surtout du premier ministre (M. Trudeau) et des membres du cabinet, j'ai eu l'occasion de me rendre dans ma circonscription et même de parcourir une bonne partie du pays. Ayant moi-même fait ma modeste part pour dénoncer ces pratiques à la Chambre, j'ai été très étonné de l'indignation qu'on a tenue à m'exprimer, moi représentant élu, dans les cafés, les aéroports, les avions et dans ma propre circonscription, au sujet de ces manœuvres impitoyables et cyniques auxquelles donnent lieu les projets de relance des investissements et les projets de création d'emplois. Pour m'exprimer avec le plus de ménagement possible, ces projets ont été adjugés n'importe comment, au petit bonheur, l'intérêt politique étant le critère de base.

Depuis quelques mois, le Nouveau parti démocratique s'emploie à attaquer notre parti. Il a dépensé beaucoup de son temps et de son énergie à s'en prendre à mon chef et aux politiques de mon parti.

Une voix: Quelles politiques?

M. Hnatyshyn: Aujourd'hui, je dois féliciter les députés du Nouveau parti démocratique. Et je suis disposé à le faire de temps en temps, chaque fois qu'ils auront une lueur d'intelligence. Enfin, après des mois, ils commencent à ajuster leur tir sur le gouvernement libéral. Je les félicite d'avoir présenté cette résolution. Bien qu'elle ne nous convienne pas entièrement, nous allons quand même l'appuyer parce qu'elle comporte des éléments qui forcent l'adhésion. Malheureusement, alors que cette motion aurait pu servir de prétexte à discuter de la meilleure façon possible de créer de l'emploi, l'attitude du gouvernement en matière de création d'emplois a donné au débat un ton désagréable. Je songe à la manipulation, au favoritisme et à la magouille qui s'exercent au détriment de ceux qui veulent travailler mais ne peuvent trouver un emploi.

Je sais que la question du favoritisme pose un problème de principe aux néo-démocrates. Car ceux-ci favorisent l'intervention du gouvernement. Comme l'a dit le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell), ils feraient exactement la même

Les subsides

chose que le gouvernement, c'est-à-dire qu'ils distribueraient de l'argent chaque fois que, à leur avis, cet argent serait très utile. Ils ne précisent pas cependant qu'il s'agit d'une utilité politique ou économique. L'une des lacunes de la politique des libéraux et des néo-démocrates, c'est que l'argent n'est pas réparti d'une façon juste et équitable ni dirigé vers ceux qu'on prétend aider, les chômeurs. Mon collègue de Saint-Jean (M. McGrath) a exposé des politiques et des principes qu'un gouvernement progressiste-conservateur adopterait pour aider les secteurs où les possibilités d'emploi sont les meilleures, par exemple le secteur de la petite entreprise. Les Canadiens comprennent cela.

Je voudrais parler d'un passage de la motion qui m'intéresse plus particulièrement comme d'ailleurs des milliers de Canadiens. Il s'agit de la dernière partie de la motion du Nouveau parti démocratique qui reproche au gouvernement d'avoir affecté des fonds réservés à la création d'emplois de façon partielle et non fondée sur les niveaux d'emploi locaux.

Une des choses que j'ai remarquées au sujet du débat en cours est un fait très simple de l'existence. Le gouvernement libéral, craignant vivement qu'un député de l'arrière-plan ne participe au débat et ne soit interrogé, a interdit aux libéraux de prendre la parole. Le gouvernement n'a qu'un seul ministre qui a participé à ce débat de deux heures. Aucun député de l'arrière-plan n'a assez de cran pour participer au débat et affronter les critiques et les questions de l'opposition. Voilà un indice de ce qui cloche dans nos programmes de création d'emplois et notre gouvernement actuel.

Dans l'arène politique de la Chambre des communes où règne l'esprit-de-parti, je ne citerai pas mes collègues à propos de ce qui s'est passé au sein du parti libéral. J'irai directement à la source. Je me reporterai à la direction même du parti libéral du Canada. Une commission a été établie par la présidente, Iona Campagnolo et chargée d'examiner certains problèmes que doit affronter le parti libéral au Canada et la faiblesse de ses assises dans certaines régions. Cette commission, présidée par Gordon Gibson, libéral de la Colombie-Britannique, a été établie aux termes de résolutions adoptées au congrès libéral de 1982.

J'ignore si le nom d'Alfred Apps vous dit quelque chose. Alfred Apps est président de l'Association des jeunes libéraux. C'est lui qui a présenté au congrès libéral national une résolution qui fustigeait le parti libéral. Cette résolution a obtenu l'appui écrasant des membres ordinaires du parti libéral. Cette résolution condamnait l'action des éminences grises du Parti libéral qui, sans mandat électif ni comptes à rendre, donc sans légitimité, se livrent à des manœuvres électorales, à ces sondages d'opinion, à cette propagande et à ces favoritismes orchestrés par une petite élite. D'après le journaliste Terrance Wills, de la *Gazette*, cette attaque visait le premier ministre (M. Trudeau), son gourou de la stratégie le sénateur Keith Davey, son principal secrétaire Jim Coutts et d'autres personnages de coulisse du gouvernement qui court-circuitent le bureau démocratiquement élu du parti.